RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE

- Devant la multiplicité des candidatures qui divisent inutilement,
- Dans la perspective d'un regroupement destiné à ne laisser subsister que quelques grandes formations politiques à l'image de toutes les grandes démocraties modernes,
- Les Partis et Groupements politiques suivants :

RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE - PARTI RADICAL - SOCIALISTES S.F.I.O. - R.G.R. - M.R.P. - LE CENTRE RÉPUBLICAIN L'U.D.S.R. - LE PARTI LIBÉRAL EUROPÉEN.

ont décidé de donner l'investiture ou dans le cadre d'accords nationaux et régionaux de s'effaçer en faveur de Messieurs :



Avocat à la Cour
39 ans, Ancien secrétaire de la Conférence,
Ancien Député-Maire-Adjoint

PIERRE NAUDET - André LOISY, suppléant

ces candidatures étant également présentées par les Élus Municipaux suivants :

André LOISY
Maire-Adjoint

Henri QUINSON
Conseiller Municipal
Délégué à l'Enseignement

Jacques GICQUEL
Conseiller Municipal

Maurice COTTRET
Conseiller Municipal

René ALFONSI
Conseiller Municipal

Electeurs; Electrices,

LES VIEILLES QUERELLES POLITIQUES NE NOUS CONCERNENT PLUS
SEUL L'AVENIR ET LES PROBLEMES MODERNES NOUS INTERESSENT

L'électeur reproche à juste titre le trop grand nombre de Partis politiques et il est insensé de constater le trop grand nombre de candidats ; pour clarifier la situation seuls doivent être pris en considération les candidats représentant les grandes tendances politiques, les grands courants d'opinions ; toute voix se perdant sur un candidat de division ne fait qu'ajouter à la confusion et préparer ainsi pour l'avenir l'instabilité du régime et la faiblesse des Institutions.

Il est facile de classer les candidats à ces élections qui représentent les grands courants fondamentaux de la vie publique française :

La Droite classique, qui est en réalité le parti conservateur, respectueuse des Institutions républicaines mais qui défend surtout les intérêts économiques des grandes affaires financières et conçoit un ordre social fondé sur la fortune acquise plus que sur le travail et le partage des richesses : elle est représentée par M. **ALLIE.**

Les Communistes figés dans une doctrine du siècle dernier, incapables d'évoluer avec le monde moderne de l'Europe occidentale et obligés de subir les fluctuations incessantes de Moscou, des crimes de Staline aux désaccords avec la Chine : ils sont représentés par M. **GUERIN.**

Le Parti Démocrate qui représente la gauche humaniste, libérale et sociale et qui en réalité va des socialistes au centre, indépendamment de toutes querelles doctrinales ou confessionnelles ; trop divisée dan le passé, elle est représentée, grâce au Rassemblement à Courbevoie et la Garenne comme dans l'immense majorité des circonscriptions, par M. **NAUDET.**

LA VERITABLE TRADITION FRANÇAISE ET LES NECESSITES DU MONDE MODERNE SE SITUENT DANS CETTE DERNIERE TENDANCE le parti démocrate rassemblera tous ceux qui veulent vivre au XXe siècle, réaliser le vrai progrès social, faire participer tous les Français à la prospérité économique

et ainsi oublier les vieilles querelles, abandonner les faux problèmes qui nous ont trop divisés que ne comprennent même plus les nouvelles générations

C'est donc vers l'avenir qu'il faut nous tourner : la querelle sur le nom du Général de GAULLE est elle-même dépassée : toutes les formations du Rassemblement démocratique ont voté la Constitution de 1958 et en désirent l'application franche et loyale dans le respect de toutes ses dispositions.

Mais il reste les vrais problèmes d'aujourd'hui qui ne doivent pas être posés comme au siècle dernier, en termes de fausse grandeur et de parades militaires de 1900...

C'est pourquoi malgré les candidats de division qui ne représentent aucune tendance fondamentale de l'opinion publique de la Nation,

malgré l'abus qui sera fait du nom du Général de Gaulle par certains candidats qui prétendent le monopoliser et lui reconnaître l'infaillibilité,

malgré le faux dilemme qui consiste à dire qu'il y a le choix unique entre de GAULLE ou les errements de la IVe République, ce qui est faux, puisque le Président de la République doit jouer son rôle d'arbitre,

vous voterez pour MM. Pierre NAUDET et André LOISY
dont la candidature réunit toutes les formations politiques majoritaires à Courbevoie et la Garenne, lesquelles donnent ainsi la preuve du regroupement nécessaire et de l'abandon des divisions passées.

QUELS SONT LES PROBLEMES MODERNES QUI SE POSENT AU PAYS ?

CE QUE NOUS NOUS ENGAGEONS A DEFENDRE :

1° L'EUROPE

L'avenir est l'unification de l'Europe pour en faire une véritable puissance mondiale à égalité des U.S.A. et de l'U.R.S.S.
Cela est possible mais il s'agit de l'Europe des Jeunes, réelle et moderne et non d'une simple alliance à base de voyages officiels, de parades et de discours comme au siècle dernier...

L'UNION POLITIQUE DE L'EUROPE EST LE SEUL OBJECTIF CONCRET DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE, LA SEULE SOLUTION REALISTE DE LA 2e MOITIE DU XXe SIECLE.

2° LA FORCE DE FRAPPE EUROPEENNE

Par la France seule au moyen d'une politique orgueilleuse et anachronique, des centaines de milliards sont dépensés en pure perte pour un armement atomique en réalité dérisoire et déjà périmé : ce qui est seul concevable est une force de frappe EUROPEENNE, à l'échelle de plusieurs centaines de millions d'habitants, par la même utile et moins onéreuse pour nous seuls.

3° L'URBANISME DU XXe SIECLE - LES AUTOROUTES

Si la construction de logements doit être amplifiée, il faut enfin instituer une véritable politique d'URBANISME, rendre nos villes, et notamment notre banlieue parisienne, aérées, respirables, silencieuses.
Il faut mettre fin au scandale des AUTOROUTES, déjà payées par le contribuable, que l'on prétend rendre payantes et dont on voit à peine 200 km en France : nous sommes le dernier des pays modernes, incapable de construire des autoroutes.
Les Français ont des automobiles pour lesquelles ils payent des impôts démesurés (essence et vignette) et dont bientôt personne ne pourra se servir à défaut d'un réseau routier moderne...

4° LES ECOLES

Ecartant les vieilles querelles stériles, il faut poser le vrai problème de l'enseignement :

— construction à outrance de locaux scolaires adaptés à notre siècle et dans tous les ordres d'enseignement : il faut que cesse le scandale des classes de quarante élèves et plus dans des bâtiments souvent inadaptés, vétustes et même provisoires.

— véritable démocratisation de l'enseignement permettant à chaque jeune d'avoir sa chance quelque soit son origine sociale.

5° LA RADIO ET LA TELEVISION

Un régime d'information objectif doit être réalisé par un statut démocratique de la R.T.F. : celle-ci ne doit pas être un instrument exclusif de la propagande gouvernementale.
La DEUXIEME CHAINE doit être instituée, comme dans tous les pays européens modernes qui nous entourent.

6° LES RETRAITES

Grâce à la suppression de plusieurs centaines de milliards de dépenses inutiles, des retraites décentes peuvent être servies aux vieux travailleurs et employés qui ne relèveraient plus ainsi de la charité « des bureaux de bienfaisance » et obtiendraient ce à quoi ils ont droit à la suite d'une vie de travail.

7° LES VACANCES

En 1962 tous les employés et salariés peuvent prétendre non à trois semaines mais à un mois de congés payés annuels : ceci n'est pas démagogique mais simplement le résultat de la rationalisation du travail et des techniques modernes dont le bénéfice doit aller aux travailleurs, employés, techniciens et cadres.

8° L'ECONOMIE MODERNE ET LES SALAIRES ET TRAITEMENTS

Le revenu des grandes affaires, — privées au nationalisées —, s'accroît de jour en jour au rythme de l'expansion économique.
Cette expansion doit être poursuivie, les investissements accrus, les reccords de production battus, mais dans le but d'une redistribution réelle et maximum de salaires et traitements pour tous : la surtaxe progressive notamment, qui frappe surtout le produit du travail et non le capital, doit être supprimée ou au moins considérablement réduite, la charge de l'impôt étant intolérable pour de nombreux travailleurs, employés, techniciens et cadres.

9° LES INSTITUTIONS

La Constitution de 1958 interdit la lutte stérile des fractions de partis politiques.
Le Gouvernement de législature doit permettre d'assurer définitivement la stabilité gouvernementale, sans possibilité de retour aux crises passées.

CES QUELQUES PRINCIPES ET OBJECTIFS SONT LA BASE DE LA SEULE POLITIQUE D'AVENIR POUR LA FRANCE ET L'EUROPE MODERNES.

3841 - Imp. BURLET, 3, rue des Juges-Consuls, PARIS (4e).